

CHAIRES DE RECHERCHE DU CDRI
SUR LES DÉPLACEMENTS FORCÉSCÁTEDRAS DE INVESTIGACIÓN DEL IDRC
SOBRE DESPLAZAMIENTO FORZADO

Réflexions et recommandations du Sud global sur le genre et la géopolitique

Aperçu

En 2024, le HCR a signalé une augmentation de 50% des cas de violence sexiste à l'égard des femmes et des filles déplacées [1]. La plupart des migrants forcés victimes de violence sexiste vivent dans les pays du Sud, mais le contrôle du financement destiné à relever ce défi croissant de la protection des femmes relève des États du Nord. Bon nombre de ces États sont en train de revoir leur conception des enjeux fondamentaux de la protection des femmes. La politique populiste s'est imposée comme une force opposée aux politiques et programmes tenant compte des questions de genre, menaçant de réduire à néant des décennies de progrès. Compte tenu de l'évolution rapide des positions politiques en matière de financement humanitaire, du changement des rapports de force dans le système international et de l'interprétation réductionniste et binaire du genre, il est essentiel de réfléchir à ce que ces tendances signifient pour l'avenir du genre dans la politique mondiale en matière de réfugiés.

En réponse à cela, le Réseau des chaires de recherche du CRDI sur les déplacements forcés a organisé en mars 2025 un webinaire intitulé «Genre, géopolitique et déplacements forcés: perspectives du Sud». Le webinaire a réuni deux titulaires de chaires du CRDI, Paula Banerjee (Thaïlande) [2] et Mary Setrana (Ghana) [3], ainsi que Susan Martin, professeure émérite Donald G. Herzberg en migration internationale à l'université de Georgetown. Les intervenants ont réfléchi aux relations entre le genre, la géopolitique et l'avenir du genre dans le cadre d'une discussion sur la politique en matière de déplacements forcés, en particulier du point de vue des pays du Sud. La présente note d'orientation présente les principaux thèmes abordés lors du webinaire et les principales recommandations qui en ont découlé.

Débats, Critiques et Défis: Perspectives du Sud

1. Essentialisation des «femmes» et interprétation réductionniste du genre dans une vision binaire:

L'un des principaux défis à relever pour intégrer la dimension de genre dans les politiques relatives aux déplacements forcés réside dans la conception restrictive du «genre», qui reste principalement défini selon le concept binaire homme/femme. Même si les politiques du HCR ont évolué pour reconnaître le genre comme un facteur important dans les déplacements, les approches mondiales continuent d'essentialiser les «femmes» dans les limites des cultures, simplifiant à l'extrême les expériences et les réalités diverses des femmes en les réduisant à de simples victimes, et ignorant pour la plupart les vulnérabilités des autres groupes de genre marginalisés. Il est indéniable que les femmes constituent la majorité des minorités de genre au sein des populations déplacées, et leur vulnérabilité est plus visible que celle d'autres groupes vulnérables du point de vue du genre, tels que ceux qui s'identifient comme LGBTQI+. De plus en plus, le terme «genre» est remplacé par «femmes». Ces préjugés et cette compréhension limitée du genre se reflètent dans les politiques et leur mise en œuvre. De plus, les femmes du Sud sont généralement comprises et représentées à travers un prisme néo-impérialiste comme des «victimes» impuissantes et sans défense ou comme faisant partie de «catégories vulnérables», dépourvues

[1] <https://www.unhcr.org/news/stories/year-turmoil-conflicts-crises-and-displacement-2024>

[2] Titulaire de la chaire de recherche du CRDI, professeur à l'Institut asiatique de technologie, Thaïlande

[3] Titulaire de la chaire de recherche du CRDI, directrice du Centre d'études sur les migrations à l'Université du Ghana

d'autonomie, qui doivent être sauvées de leurs cultures «arriérées» et devenir des objets de développement. La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés ne considère pas la persécution fondée sur le genre comme un motif valable pour obtenir le statut de réfugié. De nombreux efforts ont été déployés pour changer cette situation, mais de nombreux gouvernements ne reconnaissent toujours pas la violence ou la persécution fondée sur le genre comme une cause légitime de fuite forcée. Les stéréotypes de genre influencent les politiques d'asile restrictives, qui rendent plus difficile l'accès à des voies plus sûres, à la protection et au soutien pour les femmes, les filles et les personnes LGBTQI+ qui fuient la persécution fondée sur le genre. Au niveau régional, par exemple, des recherches menées au Ghana montrent à quel point les États membres de l'Union africaine sont limités dans leur capacité à traiter l'impact sexospécifique sur les populations déplacées. Parmi les membres de l'Union africaine, 48 États membres ont signé et ratifié la Convention de 1951, tandis que 8 États membres l'ont seulement signée sans la ratifier. Cependant, la plupart des États membres ne répondent pas aux besoins spécifiques des personnes déplacées de force en fonction de leur genre: seuls 6 pays ont intégré la dimension de genre dans leurs politiques en matière de déplacement.

2. Comprendre la relation entre le genre et les inégalités:

Les critiques font valoir que même si le genre est devenu un prisme utile pour faire progresser la protection et les droits, son impact reste limité s'il ne remet pas en cause les inégalités structurelles [4]. Les politiques sexistes et aveugles au genre imposent des options de déplacement stressantes et risquées plutôt que de faciliter une migration sûre, ordonnée et régulière

pour les femmes et les minorités de genre. Les politiques actuelles négligent les inégalités entre les sexes et les inégalités de pouvoir, compte tenu des réalités des déplacements, en particulier dans les pays du Sud, qui accueillent la plupart des populations déplacées dans le monde, y compris les groupes les plus vulnérables et les plus inégalitaires, tels que les femmes et les minorités sexuelles. Les déplacements sont fortement liés au genre, et les inégalités entre les sexes sont façonnées par des facteurs tels que la race, la classe sociale, l'éducation et le statut économique, entre autres. Cependant, les politiques internationales négligent souvent les inégalités entre les sexes comme cause fondamentale des déplacements. Les inégalités en matière d'opportunités économiques, d'accès politique et social, de sécurité sociale et de vulnérabilité à la violence contribuent toutes au déplacement forcé de nombreuses femmes et minorités sexuelles. Le manque de ressources financières, humaines ou sociales nécessaires pour se déplacer de manière autonome limite les choix de destination ou d'itinéraires.

Les politiques de nombreux pays d'accueil ont tendance à être fortement genrées en matière de protection des réfugiés et des demandeurs d'asile. Par exemple, le regroupement familial reste la voie principale, tandis que les options telles que les permis de travail temporaires ou les programmes destinés aux aidants ou aux travailleurs domestiques et l'accès à l'asile sont rares et souvent insuffisants pour les femmes et les minorités sexuelles. Des recherches menées au Ghana mettent en évidence l'impact sexospécifique des politiques d'«externalisation» sur la protection des personnes déplacées de force dans les pays du Sud. L'Afrique en général, et l'Afrique de l'Ouest en particulier, ont été les principales cibles de l'externalisation des politiques européennes

[4] Brück, Tilman, Lucia C. Hanmer, Jeni Klugman et Diana J. Arango. « Gender dimensions of forced displacement: a brief review and introduction to the special issue » (Dimensions sexospécifiques des déplacements forcés : bref aperçu et introduction au numéro spécial). The Journal of Development Studies 60, n° 12 (2024) : 1839-1851.
Ekanayake, A., Lakshman, R., Blitz, B. K., Aghapouri, J., Javed, A., Malik, M., & Rahim, K. (2023). Genre et déplacements forcés dans le discours politique humanitaire : le chaînon manquant. Journal on Migration and Human Security, 11(3), 243-260.
<https://doi.org/10.1177/23315024231189487>

en matière de réfugiés et des régimes frontaliers. Les politiques en matière de réfugiés et de mobilité qui en résultent remettent en cause la protection internationale des réfugiés, exposant ainsi les réfugiés et autres personnes déplacées de force, en particulier les femmes, les filles et les enfants, à diverses formes de discrimination, d'abus et d'exploitation. L'impact sexospécifique des politiques d'externalisation se traduit par une augmentation de la violence, qui à son tour accroît la vulnérabilité et les relations de pouvoir inégales. On observe une augmentation de la violence sexiste, car la sécurisation des frontières résultant des politiques d'externalisation aggrave la situation des femmes qui fuient les conflits aux frontières.

3. Genre, géopolitique et déplacement: féminisation des risques et masculinisation des frontières:

Les perspectives féministes sur le genre, la géopolitique et les déplacements ont remis en question les hypothèses et les stéréotypes sexistes dans les espaces décisionnels liés aux déplacements forcés. Ces hypothèses et stéréotypes sexistes sont à l'œuvre dans les politiques nationales et étrangères, ce qui entraîne une féminisation des risques et une masculinisation des frontières. Les notions militarisées de citoyenneté territoriale, qui s'appuient sur des idées masculinistes de pouvoir, de sécurité et de victimisation, ont pour conséquence de rendre les femmes et les groupes vulnérables, tels que les personnes LGBTQI+, encore plus vulnérables.

La guerre moderne touche de manière disproportionnée les femmes en termes de décès, de déplacements et de privation de droits. La violence géopolitique est à la fois spatiale et sexuelle, et la violence sexiste est rendue invisible par les mesures masculinistes du conflit. Les femmes ne sont pas seulement les victimes collatérales des conflits, elles sont devenues le cœur du champ de bataille. Les changements géopolitiques dans le monde de l'après-guerre froide ont vu une nouvelle reconfiguration du pouvoir dans ce monde où «l'art de

gouverner» fonctionne par le contrôle descorps, et pas seulement des cartes. La masculinisation des frontières crée des espaces masculins où le capital est encouragé à circuler, mais pas les corps. Dans de telles situations, les corps deviennent des terrains contestés. Les «corps étrangers» étant créés comme sujets d'examen, il n'est pas surprenant que ces corps étrangers proviennent toujours du Sud. Alors que les frontières sécurisées exercent leur virilité masculine par l'exercice du pouvoir et du contrôle, le genre joue un rôle crucial dans ces dynamiques et ces changements de pouvoir aux frontières, où les corps genrés des femmes migrantes sont doublement marqués : comme étrangers et comme femmes. Dans le monde post-pandémique, les frontières institutionnelles sont de plus en plus masculinisées, où les femmes, les minorités et les peuples autochtones ont été regroupés pour former un sud au sein du sud. Ils constituent le niveau le plus bas de la hiérarchie du pouvoir aux frontières.

Recommandations

Comprendre la biopolitique et la géopolitique des déplacements forcés au-delà des binaires de genre

Le défi consiste à relier la géopolitique au genre, en tenant compte des intersections avec la classe sociale, la race et la religion. Les changements dans les politiques nationales et mondiales relatives aux réfugiés et aux migrations forcées doivent être envisagés au-delà du concept binaire du système «sexe/genre», qui essentialise les «femmes» en tant que victimes passives sans aucune capacité d'action et qui considère l'inégalité entre les sexes comme la cause profonde de la vulnérabilité des femmes et des autres minorités sexuelles victimes de déplacements. Une attention particulière doit être accordée aux communautés LGBTQI+ en raison de leurs multiples marginalisations qui entraînent diverses formes de préjugés, notamment des violences physiques, des violences psychologiques, des agressions sexuelles,

des brimades et des discriminations, qui sont leur réalité quotidienne dans la plupart des pays du monde, en particulier dans les pays du Sud. Ce processus politique doit s'accompagner d'une compréhension compatissante de l'interaction multiforme entre les vulnérabilités personnelles et les facteurs systémiques, tout en garantissant la protection et la prévention de la violence sexiste, ainsi que des inégalités entre les sexes. Le rôle actif des organisations de base, telles que les organisations de la société civile (OSC) et les organisations dirigées par des personnes déplacées, peut être essentiel pour défendre efficacement les droits des personnes marginalisées.

Promouvoir l'égalité des sexes par des réformes politiques

La reconnaissance et la lutte contre les inégalités en tant que cause profonde de la violence et de la discrimination fondées sur le genre doivent être au cœur de toutes les politiques. Une réforme politique fondée sur l'analyse de genre est essentielle. Les efforts de réforme doivent se concentrer sur a) les politiques et les pratiques visant à mettre fin à toutes les formes de violence sexiste et d'exploitation sexuelle des femmes et des autres minorités vulnérables en raison de leur genre; b) la fourniture d'une éducation de qualité, de services de santé reproductive et de droits, et l'autonomisation, notamment par l'indépendance financière; c) investir dans des programmes de développement visant à renforcer la résilience; d) renforcer la nécessité de consulter les femmes déplacées et les groupes vulnérables en raison de leur genre; e) réinventer la coopération internationale en matière de partage des responsabilités afin de réduire la vulnérabilité des femmes et des minorités déplacées; réduire les déplacements prolongés et trouver des solutions durables; et f) combler le fossé entre les discours et les réalités en garantissant la participation des femmes et de toutes les minorités sexuelles aux processus décisionnels.

Inclure la démilitarisation et la démasculinisation des frontières dans les processus de consolidation de la paix.

Étant donné que la plupart des migrations forcées ont lieu dans les pays du Sud, il est essentiel de tenir compte des changements géopolitiques et des nouvelles configurations régionales, car ceux-ci ont des conséquences considérables sur les femmes et les autres minorités vulnérables. Dans les situations de guerre et de conflit, l'analyse et la mise en relation de la biopolitique et de la géopolitique doivent servir de base à l'élaboration des politiques, car les femmes et les enfants figurent en tête de liste des victimes de guerre. La démasculinisation des discours et des langages définissant la souveraineté, les frontières et la diabolisation des réfugiés et des migrants peut modifier les politiques et les traitements sexospécifiques réservés aux femmes et aux autres minorités déplacées de force. Les cartographes féministes peuvent contribuer à mettre en évidence la peur de l'État face à la mobilité, à la maternité et à la multiplicité. Elles peuvent aider à réimaginer les frontières non pas comme des barrières, mais comme des filtres de protection, et œuvrer en faveur de la justice spatiale. Pour déstabiliser la logique sécuritaire masculiniste et démilitariser le discours sur les migrations, l'éthique féministe doit être intégrée dans la politique frontalière.

Intégrer la théorie, les connaissances et l'éthique féministes dans les politiques

Les théories féministes et les connaissances fondées doivent jouer un rôle important dans le discours, les politiques et les pratiques en matière de migration forcée. Les féministes ont toujours veillé à ce que les discussions sur le genre tiennent compte et problématisent les besoins et les situations particuliers et diversifiés des femmes et des minorités de genre, l'importance des données ventilées par sexe pour comparer les identités de genre, l'importance de s'attaquer aux inégalités structurelles et systémiques entre les sexes, et l'importance cruciale de

recourir à une analyse intersectionnelle pour mieux comprendre la vulnérabilité et la résilience. Les connaissances fondées sur des données probantes concernant les expériences de déplacement liées au genre contribueront à s'éloigner d'un concept binaire pour permettre des interprétations plus nuancées des relations entre les genres. Les connaissances féminines et féministes constituent un outil puissant lorsque les femmes et les minorités de genre participent à des forums mondiaux et à des tables de négociation, en particulier

dans les espaces politiques consacrés aux réfugiés et aux déplacements forcés. La réalité, cependant, est que les femmes et les minorités sexuelles sont traitées avec condescendance, infantilisées et ne sont pas prises au sérieux en tant qu'acteurs politiques. L'expertise des femmes et des minorités sexuelles peut jouer un rôle essentiel dans la recherche de réponses nouvelles et efficaces aux défis posés par le déplacement et dans la résolution des causes profondes du déplacement lui-même.

This Policy Brief is a result of ***Gender, Geopolitics and Forced Displacement: Global South Perspectives***, webinar organized by IDRC Research Chairs Network on Forced Displacement, 27 March, 2025.

Listen to the full webinar here: <https://carleton.ca/fd-chairs-net/?p=1351>



The IDRC Research Chairs Network on Forced Displacement is a community of twelve scholars based at universities in countries experiencing mass displacement working to reframe the narrative of forced displacement and transforming the field of forced migration studies to mainstream Global South perspectives.

<https://carleton.ca/fd-chairs-net/>
@FDChairsNet